

Le débat sur le constitutionnalisme en Chine : le rêve d'un tournant libéral ?

Samson Yuen

Traducteur : Florent Chevallier



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/6695>

ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2013

Pagination : 73-79

ISBN : 979-10-91019-09-5

ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Samson Yuen, « Le débat sur le constitutionnalisme en Chine : le rêve d'un tournant libéral ? », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2013/4 | 2013, mis en ligne le 15 décembre 2013, consulté le 28 octobre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/6695>

© Tous droits réservés

Synthèse de presse du **cefc**

Le débat sur le constitutionnalisme en Chine : le rêve d'un tournant libéral ?

SAMSON YUEN

Le premier mandat de Xi Jinping en tant que nouveau président débordait d'ambition et d'action. Il commença par un appel nationaliste à poursuivre le « rêve chinois » (*zhongguomeng* 中国梦), une vision dont le but était le renouveau national de la Chine, mais qui était directement tiré du slogan des Jeux olympiques de Pékin de 2008 (« Un monde, un rêve »). Puis vint la campagne anti-corruption-et-pots-de-vin au sein des échelons supérieurs du Parti, au cours de laquelle une poignée de hauts fonctionnaires ont été destitués, l'un d'entre eux étant l'ex-secrétaire du Parti de Chongqing, le Prince rouge en pleine ascension Bo Xilai. Peu de temps après fut lancée une campagne de rectification de "ligne de masse" consacrée à l'élimination des quatre méthodes de travail indésirables, agrémentée aussi bien de réunions d'autocritique entre cadres du Parti que d'un mouvement contre les éléments libéraux des médias et de la société.

Entre temps, un débat houleux au sujet du gouvernement constitutionnel avait également fait surface. Opposant les réformistes libéraux et les conservateurs du Parti, le débat s'ouvrit avec l'espoir, en partie illusoire, en partie stratégique, que Xi Jinping pourrait relancer les réformes politiques, depuis longtemps au point mort. D'un côté, les réformistes libéraux s'inspiraient des remarques de Xi Jinping lors d'un discours prononcé en décembre 2012 à l'occasion du 30^e anniversaire de la Constitution de 1982, et qui montraient des signes d'ouverture d'esprit. Xi Jinping y déclarait qu'« aucune organisation ni individu ne possède le privilège d'être au dessus de la Constitution et de la loi, et toute violation de la Constitution ou de la loi doit faire l'objet d'une enquête »⁽¹⁾. Les libéraux interprétèrent les paroles de Xi Jinping comme un signe de sa volonté de procéder à une refonte libérale du système politique. Misant délibérément sur l'optimisme, ils pressèrent le Parti communiste (PCC) de respecter le gouvernement constitutionnel, de garantir l'exercice des droits inscrits dans la Constitution chinoise, ainsi que de mettre en place un système d'équilibre des pouvoirs limitant le pouvoir du Parti-État.

En réponse, une coalition informelle de conservateurs, dont des idéologues du Parti et des intellectuels gauchistes, réagit en déclenchant une vague de contre-attaques féroces dans plusieurs publications-clé du Parti. Adoptant une position idéologique, ils soutinrent que le gouvernement constitutionnel n'était qu'un sous-produit du capitalisme occidental, incompatible avec la pratique du socialisme propre à la Chine, et que le système politique chinois

devait refléter les conditions sociales et culturelles du pays. À cet égard, la Chine ne serait pas compatible avec les notions occidentales que sont le constitutionnalisme, la démocratie représentative, la séparation des pouvoirs et l'indépendance de la justice. Ils firent valoir que la campagne en faveur d'un gouvernement constitutionnel faisait partie d'un complot occidental visant à renverser le PCC, complot qui n'était pas sans rappeler la façon dont la réforme constitutionnelle de Gorbatchev a mené l'Union soviétique à la dissolution.

Cet article examine les arguments du débat en le situant par rapport au statut actuel de la Constitution et à son rôle futur dans la vie politique chinoise. Tout d'abord, nous examinerons l'état de la Constitution chinoise, ses promesses non tenues et les obstacles qui s'opposent à sa complète mise en œuvre. Ensuite, nous nous pencherons sur l'épisode actuel du débat constitutionnel et synthétiserons à la fois les arguments en faveur de la mise en œuvre du constitutionnalisme en Chine, ainsi que ceux contre elle. Nous chercherons à montrer que, malgré la tolérance du Parti pour le débat intellectuel en cours sur le constitutionnalisme, la récente répression de la société civile suggère que les dirigeants du Parti ont adopté une attitude conservatrice contre la pratique réelle du gouvernement constitutionnel, ce qui amoindrit les espoirs d'une véritable réforme politique.

La Chine en quête d'un gouvernement constitutionnel

La lutte pour un État de droit est un thème récurrent en Chine depuis plus d'un siècle. La première expérience en la matière pourrait bien être la réforme constitutionnelle de la fin des Qing. À cette époque, des réformateurs modérés ont suivi la voie tracée par le Japon cherchant à établir une monarchie constitutionnelle, mais la révolution fit échouer leur projet. Puis, sous la République de Chine survinrent plusieurs tentatives d'instaurer un État constitutionnel, mais aucune ne fut couronnée de succès à cause des luttes intestines qui déchiraient les chefs de guerre républicains. Le gouvernement nationaliste de Tchang Kai-chek ne fut pas plus chanceux après la

1. Xi Jinping, discours prononcé à l'occasion du 30^e anniversaire de la version actuelle de la Constitution, 14 décembre 2012, http://news.xinhuanet.com/politics/2012-12/04/c_113907206.htm (consulté le 20 septembre 2013).

réunification. Bien que le gouvernement ait publié en 1936 le « Projet constitutionnel du 5 mai » (*wuwu xiancao* 五五宪草), le vote d'une nouvelle Constitution fut annulé à cause de l'intensification de l'invasion japonaise⁽²⁾.

Jusque là, la Chine était restée un État autoritaire à parti unique pendant une décennie. Malgré l'existence d'une constitution, les droits des citoyens étaient pour la plupart suspendus, et le Kuomintang était connu pour sa politique de terreur menée contre les supposés communistes et les opposants politiques. En réponse, les communistes, qui essayaient d'accroître leur popularité, profitèrent du Second Front Uni pour faire pression en faveur d'un gouvernement constitutionnel. En février 1940, Mao Zedong tint un discours lors de la cérémonie d'ouverture de l'association de Yan'an en faveur d'un gouvernement constitutionnel. Son discours, intitulé « Le Gouvernement constitutionnel sous la Nouvelle démocratie » (*Xin minzhu zhuyi de xianzheng* 新民主主义的宪政) critiquait sévèrement la dictature de parti unique instaurée par le Kuomintang et appelait à un gouvernement constitutionnel dans le cadre de la Nouvelle démocratie⁽³⁾.

Le soutien des communistes en faveur du gouvernement constitutionnel s'avéra être une stratégie opportune lorsqu'ils prirent le pouvoir en 1949. La République populaire de Chine promulgua de solides constitutions, mais ne mit pas en place le gouvernement constitutionnel promis. Trois précédentes versions de la Constitution, promulguées en 1954, 1975 et 1978, ont non seulement échoué à endiguer l'augmentation des pouvoirs du Parti-État, mais elles ont également ignoré les droits des citoyens consacrés par les constitutions.

La constitution actuelle, ratifiée en 1982, est le document constitutionnel resté le plus longtemps en vigueur⁽⁴⁾. Ébauchée par un comité de théoriciens constitutionnels, elle reflétait la volonté de Deng Xiaoping de poser un cadre institutionnel et juridique à la réforme et à l'ouverture de la Chine. Ce document abandonnait la référence à la lutte des classes, plaçant comme priorité fondamentale le développement économique et incluait ceux qui n'étaient pas membres du Parti dans le processus de modernisation. Les 138 articles de la Constitution ne mentionnent jamais le Parti communiste – à l'exception toutefois de son préambule, où le rôle du Parti de diriger toutes les nationalités du Peuple chinois est brièvement affirmé. Les éléments libéraux furent gardés et développés par rapport aux versions antérieures. L'article 2 prévoit que « les organes à travers lesquels le Peuple exerce le pouvoir étatique sont l'Assemblée nationale populaire et les assemblées populaires locales de différents niveaux ». L'article 35 promet la « liberté de parole, de la presse, de réunion, d'association, de rassemblement et de manifestation ». L'article 36 protège la « liberté de croyance religieuse ».

Toutefois, le problème réside dans l'absence de mise en œuvre de ces principes. Bien que la constitution limite en théorie le pouvoir de l'État et protège un grand nombre de libertés, il manque de mécanismes significatifs pour l'appliquer. Zhang Qianfan (张千帆), juriste à l'Université de Pékin, a qualifié la Constitution chinoise de « lettre morte », l'opposant à une « constitution vivante » qui « "grandit" virtuellement au fur et à mesure qu'elle est mise en œuvre et adaptée aux changements de la réalité sociale »⁽⁵⁾. Par exemple, bien que la Constitution chinoise protège les libertés de réunion et d'association, le gouvernement n'a en pratique presque jamais accordé aucune demande de réunion publique. De plus, il n'y a eu jusqu'à présent qu'un seul cas d'application judiciaire de la Constitution dans les tribunaux chinois. En 2001, la Cour suprême populaire statua que Qi Yuling devait recevoir réparation pour la violation présumée de son droit à l'éducation tel que garanti par la Constitution – la toute première fois qu'une disposition constitutionnelle était citée comme base juridique d'une déci-

sion judiciaire. Bien que cette décision révolutionnaire fût qualifiée d'« affaire Marbury chinoise », ce fut également la dernière fois que le tribunal invoqua des dispositions constitutionnelles⁽⁶⁾. Des rumeurs veulent même que la Cour suprême populaire ait émis une directive interne interdisant aux tribunaux de « judiciariser la Constitution »⁽⁷⁾ (*xianfa sifahua* 宪法司法化).

Il n'y a pas non plus de mécanisme permanent pour contester les lois et résoudre les oppositions des différentes dispositions légales. Contrairement à l'Occident, la Chine ne possède ni un Conseil constitutionnel, ni un organe juridique permettant d'interpréter la Constitution, bien que les tribunaux aient quelques pouvoirs d'examen sur des mesures administratives spécifiques⁽⁸⁾. Malgré la création en 2002 d'un comité spécial au sein du Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire (ANP) afin d'examiner la constitutionnalité des lois, aucune d'entre elle n'a été jugée anticonstitutionnelle. À l'exception, notable, d'un cas : l'incident Sun Zhigang en 2003, qui a déclenché un tollé général et obligé le Conseil d'État à annuler le régime de détention et rapatriement qui permettait aux forces de police de garder en détention des personnes dépourvues de permis de résidence. La décision survint après que le Comité permanent de l'ANP eût annoncé qu'il jugerait inconstitutionnelles de telles dispositions si elles ne faisaient pas l'objet d'une annulation. À la fin, l'examen constitutionnel formel fut à nouveau évité.

Malgré les quatre amendements constitutionnels⁽⁹⁾ qui suivirent et la tendance d'un plus grand nombre de citoyens chinois à utiliser les droits constitutionnels à des fins de « résistance légitime »⁽¹⁰⁾, l'échec de l'application de la Constitution permet d'affirmer que la Chine possède « une constitution sans constitutionnalisme » (et, comme nous le verrons, c'est justement cet argument qui est utilisé comme argument pour rejeter le constitutionnalisme). L'une des raisons majeures en est, comme l'avance Zhang Qianfan, qu'appliquer la Constitution « déclencherait des conflits d'intérêts généralisés ». Par exemple, une juste indemnisation des personnes expulsées de leurs terres se traduirait par une diminution des recettes du gouvernement et des revenus personnels des cadres. Jouer le jeu des élections reviendrait à voir des membres du Parti perdre leur poste, et par voie de conséquence, leurs pouvoirs et leurs primes. L'un comme l'autre affecterait le statu quo

2. Xiaohong Xiao-Planes, « Of Constitutions and Constitutionalism: Trying to Build a New Political Order in China, 1908-1949 », in Stéphanie Balme et Michael W. Dowdle (éds.), *Building Constitutionalism in China*, New York, Palgrave Macmillan, 2009.
3. Mao Zedong, « Xin minzhu zhuyi de xianzheng » (Gouvernement constitutionnel sous la Nouvelle démocratie), 20 février 1940, www.marxists.org/chinese/maozedong/marxist.org-chinese-mao-19400220.htm (consulté le 21 septembre 2013).
4. Constitution de la République populaire de Chine, 4 décembre 1982, <http://english.people.com.cn/constitution/constitution.html> (consulté le 21 septembre 2013).
5. Zhang Qianfan, « A Constitution without Constitutionalism? The Paths of Constitutional Developments in China », *International Journal of Constitutional Law*, 2010, vol. 8, n° 4, p. 950-976.
6. Robert J. Morris, « China's Marbury: Qi Yuling v. Chen Xiaoqi - The Once and Future Trial of Both Education & Constitutionalization », *Tsinghua China Law Review*, vol. 2, n° 2, 2010, p. 274-312.
7. Zhang Qianfan, « A Constitution without Constitutionalism? The Paths of Constitutional Developments in China », *art. cit.*
8. Eric C. Ip, « Judicial Review in China: A Positive Political Economy Analysis », *Review of Law & Economics* 2012, vol. 8, n° 2, p. 331-366.
9. Quatre amendements constitutionnels ont été passés depuis 1982. Les révisions de 1988 et 1993 ont reconnu la légitimité des entreprises privées et en ont garanti une protection égale à celle des entreprises d'État. La révision de 1999 a promulgué l'État de droit. L'amendement de 2004 protège la propriété privée et les droits de l'homme. Voir www.npc.gov.cn/englishnpc/Constitution/node_2824.htm (consulté le 27 septembre 2013).
10. Le concept est utilisé en référence à une forme de conflit populaire et partiellement institutionnalisée dans laquelle les citoyens lésés cherchent à légitimer leurs revendications en faisant usage des lois promulguées par l'État, de ses politiques ou de sa rhétorique pour encadrer leurs revendications. Voir Kevin J. O'Brien et Lianjiang Li, *Rightful Resistance in Rural China*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006.

et menacerait la stabilité, et rien de cela n'est souhaitable pour la direction du Parti.

Les libéraux appellent à un gouvernement constitutionnel

Malgré l'ambiance politique inflexible de la Chine post-Tiananmen, les appels des libéraux en faveur d'un gouvernement constitutionnel refont surface de temps à autre. Un exemple marquant en est la Charte 08, un manifeste publié en 2008 et signé par plus de 350 intellectuels et militants chinois. Cet audacieux manifeste, inspiré de la Charte 77 antisoviétique des Tchécoslovaques, exigeait le gouvernement constitutionnel, la démocratie électorale et l'abolition du système de parti-unique. L'un de ses rédacteurs, Liu Xiaobo, reçut le Prix Nobel de la Paix, mais cela contraria la direction du Parti qui le sanctionna d'une condamnation à onze années de prison pour « subversion du pouvoir de l'État ».

Une autre proposition, qui adoptait un ton plus concret et moins subversif que la Charte 08, apparut sur Internet le 25 décembre 2012. Connu sous le nom de « Proposition pour un consensus sur la Réforme » (*gaige gongshi changyi shu* 改革共识倡议书), la déclaration avait été rédigée par le juriste Zhang Qianfan et était soutenue par plus de 70 intellectuels et militants libéraux de premier plan⁽¹¹⁾. Écrite avec précaution, cette déclaration demandait l'application de la Constitution chinoise et une redéfinition de la relation entre le Parti et le gouvernement. Elle appelait à la mise en œuvre intégrale de la démocratie à l'intérieur du Parti et à plus de transparence et d'ouverture dans les affaires administratives. Elle défendait l'indépendance judiciaire, pressait les tribunaux locaux de se détacher des finances locales, et proposait également d'instaurer une Cour constitutionnelle indépendante de l'Assemblée populaire. Malgré ses propositions modérées, la pétition, qui avait été postée sur son blog par Zhang Qianfan et qui avait largement circulé sur Weibo, fut brièvement mise hors ligne puis censurée par les autorités.

La pétition censurée eut d'importantes répercussions dans les semaines qui suivirent. Le *Nanfang zhoubao* (南方周末), un journal de Canton connu pour ses positions progressistes, prépara pour son numéro du Nouvel an 2013 un éditorial courageusement intitulé « Le rêve chinois, le rêve d'un gouvernement constitutionnel » (中国梦, 宪政梦)⁽¹²⁾. L'essai considère que la quête chinoise actuelle d'un gouvernement constitutionnel est une entreprise historique toujours en cours et associe ce but au « rêve chinois » de Xi Jinping, une stratégie qui mêle la rhétorique des hauts fonctionnaires à des demandes libérales en faveur de l'ouverture politique. Le texte a malgré tout agacé la direction du Parti. Les autorités étatiques en charge de la propagande ordonnèrent immédiatement à la rédaction du *Nanfang zhoubao* de procéder à de nombreuses et importantes corrections avant de parvenir à une version finale aseptisée, dans laquelle les 17 occurrences du mot « constitutionnalisme » (*xianzheng* 宪政) avaient disparu⁽¹³⁾. Presque au même moment, un magazine libéral de Pékin, le *Yuanchang Chunqiu* (炎黄春秋), publiait un article intitulé « Le gouvernement constitutionnel est le consensus nécessaire à la réforme du système politique » (宪法是政治体制改革的共识), soit le même titre que la pétition de décembre⁽¹⁴⁾. Contrairement au ton émouvant du *Nanfang zhoubao*, ce journal s'inscrivait dans une perspective juridique et pressait les autorités de mettre en œuvre les provisions constitutionnelles négligées. En réponse, la censure d'État bloqua son site pendant deux semaines⁽¹⁵⁾.

La censure de ces deux articles, l'un dans le Guangdong et l'autre à Pékin, montre que l'intolérance du Parti pour le soutien public envers le gouver-

nement constitutionnel ne connaît pas de différences régionales. La nature concertée des efforts de censure plutôt que des réactions localisées de chefs locaux du Parti suggère que la décision de faire taire les voix libérales est probablement celle du Centre. Le militant libéral Wen Yunchao, qui écrit sous le pseudonyme de *Beifeng* (北风), déclara dans un entretien que l'affaire du *Nanfang zhoubao* était le résultat d'une « erreur d'interprétation de la part de journalistes de l'attitude de Xi Jinping envers la dissension », ce qui « a conduit certaines personnes à Pékin à penser qu'il y avait une opportunité à saisir pour mettre la barre plus haut et qu'il fallait défilé avec des pancartes dans la rue »⁽¹⁶⁾.

Contre-attaques des conservateurs du Parti

Les contre-attaques des conservateurs du Parti visant le constitutionnalisme survinrent à un rythme accru avec le soutien des médias d'État en mai 2013. Ironiquement, ce tournant conservateur apparut comme une « surprise » car il suivit l'arrestation de Bo Xilai, ex-chef néo-maoïste de Chongqing, une décision qui pouvait sonner comme un virage libéral de la politique chinoise. Début mai, des médias étrangers rapportèrent que le gouvernement central avait ordonné aux établissements d'enseignement supérieur d'obéir à la règle des « sept sujets tabous » (*qibujiang* 七不讲), qui interdisait aux enseignants de parler de valeurs universelles, de la liberté de la presse, de la société civile, de droits civils, des erreurs historiques du Parti, de la classe capitaliste privilégiée et de l'indépendance de la justice⁽¹⁷⁾. Un autre document du Parti énonçait seize points qui visaient à accroître le contrôle sur les qualités politiques des jeunes professeurs des établissements d'enseignement supérieur. Le document, qui apparut fin mai, était originellement daté du début du même mois – soit au même moment où les « sept sujets tabous » étaient divulgués – ce qui a conduit les analystes à établir un lien entre les deux⁽¹⁸⁾.

La fuite de ces deux décrets laissa le champ libre à deux vagues de contre-attaques contre le constitutionnalisme. La première survint vers la fin mai lorsque Yang Xiaoqing (杨晓青), professeur de droit à l'Université Renmin, publia dans *Les manuscrits du drapeau rouge* un long article intitulé « Étude comparative des gouvernements constitutionnels des démocraties occidentales et de la République populaire » (宪政与人民民主

11. « Gaige Changyi Shu » (Proposition pour un consensus sur la Réforme), www.mingpaonews.com/download/ga20121227_1465.pdf (consulté le 27 septembre 2013).
12. Dai Zhiyong, « Zhongguo meng, xianzheng meng » (Le rêve chinois, le rêve de la gouvernance constitutionnelle), www.bbc.co.uk/zhongwen/trad/chinese_news/2013/01/130104_nanfang_zhoumo_newyear.shtml (consulté le 24 septembre 2013).
13. « Women bi renhe shihou dou geng jiejin mengxiang » (Nous sommes plus près que jamais de nos rêves), *Southern Weekend*, 3 janvier 2013.
14. « Xianzheng shi zhengzhi tizhi gaige de gongshi » (La gouvernance constitutionnelle est le consensus nécessaire à la réforme du système politique), *Yanhuang Chunqiu*, janvier 2013, disponible à l'adresse : <http://comments.caijing.com.cn/2013-01-04/112406679.html> (consulté le 25 septembre 2013).
15. « Yanhuang Chunqiu website closed down after editorial on constitution », *South China Morning Post*, 5 janvier 2013.
16. Patrick Boehler, « Timeline: activist's list of Chinese political arrests shows crackdown is gathering pace », *SCMP*, 2 septembre 2013, www.scmp.com/news/china-insider/article/1298316/info-graphic-activists-list-chinese-political-arrests-shows (consulté le 26 septembre 2013).
17. « Jing Hu daxue zaoling 'qibujiang' jintan xinwen ziyou pushi jiazhi » (Les Universités de Pékin et Shanghai obligées d'obéir aux "sept non-dits" qui interdisent de parler de la liberté de la presse et des valeurs universelles), *Ming Pao*, 11 mai 2013.
18. « Xi Jinping xinzheng: qibujiang hou youyou shiliu tiao » (La nouvelle politique de Xi Jinping : après les sujets tabous, les seize points), BBC en chinois, 28 mai 2013, www.bbc.co.uk/zhongwen/simpl/china/2013/05/130528_china_thought_control_youth.shtml (consulté le 26 septembre 2013).

制度之比较研究), qui fut reproduit sur le site internet *Recherche de la Vérité* ⁽¹⁹⁾. L'article met en opposition le gouvernement constitutionnel des démocraties occidentales et de la démocratie populaire (*renmin minzhu zhidu* 人民民主制度) en Chine, expliquant que « le constitutionnalisme fait partie du capitalisme, mais pas du socialisme ». Le même jour, le *Global Times*, un journal agressif du Parti, proposait un éditorial critiquant le constitutionnalisme comme un moyen détourné de rejeter la voie de développement de la Chine ⁽²⁰⁾. Le 29 mai, *Construction du Parti* (*dangjian* 党建), une revue publiée par le département de la Propagande publiait « Reconnaître la vraie nature du "constitutionnalisme" » (认清“宪政”的本质), un essai qui décrivait le constitutionnalisme comme un « piège discursif ». Zheng Zhixue (郑志学), le nom de son auteur était vraisemblablement un pseudonyme, comme semble l'indiquer son homophone en chinois : science politique (*zhengzhi xue* 政治学) ⁽²¹⁾. En juin, *Les manuscrits du drapeau rouge* publia *Quelques réflexions sur le constitutionnalisme* (对宪政问题的一些看法), un essai de Wang Tingyou (汪亭友) qui attaquait le constitutionnalisme, « un moyen d'abolir la direction du PCC et le système socialiste » ⁽²²⁾.

Les médias de l'État retombèrent dans leur silence, jusqu'à ce qu'une seconde vague ne naisse fin juillet pour déferler en août. En juillet, les intellectuels de la nouvelle gauche Hu Angang (胡鞍钢) et Wang Shaoguang (王绍光) contestèrent l'idée de société civile dans deux essais distincts. Le premier, « Pourquoi la Société populaire est supérieure à la société civile » (人民社会为何优于公民社会), publié dans l'édition internationale du *Quotidien du Peuple* (*People's Daily Overseas Edition*), proposait la notion de Société du peuple dont l'entreprise fondamentale est d'améliorer le bien être des citoyens (*minsheng* 民生) en adoptant la ligne de masse (*qunzhong luxian* 群众路线) ⁽²³⁾. L'autre, « La "société civile" est un pur mythe néolibéral » (「公民社会」是新自由主义编造的粗糙神话) de Wang Shaoguang discréditait la société civile comme étant un concept mal défini fabriqué par le néo-libéralisme ⁽²⁴⁾. Le 1^{er} août, l'internaute Wang Xiaoshi (王小石) postait en ligne un commentaire sur Xinhua Net sous le titre : « Si la Chine tombe dans le chaos, la situation sera encore pire qu'en Union soviétique » (中国若动荡, 只会比苏联更惨) ⁽²⁵⁾. Dans ce document démagogique largement diffusé, Wang Xiaoshi attaque les intellectuels, accusés de comploter pour remplacer le socialisme chinois par le « modèle capitaliste et constitutionnel » des Occidentaux. Selon lui, si la Chine devait se démocratiser, les conséquences seraient bien plus terribles que ce qu'a vécu la Russie, riche en ressources naturelles, après la désintégration de l'Union soviétique. L'éditorial du *Global Times* daté du 5 août accorde largement l'opinion de Wang, expliquant qu'elle est « cohérente avec la pensée générale de la société chinoise » ⁽²⁶⁾.

L'offensive du Parti atteint bientôt son apogée. À partir du 5 août, l'édition internationale du *Quotidien du Peuple* publia des éditoriaux en première trois jours de suite afin de critiquer le gouvernement constitutionnel ⁽²⁷⁾. Reprenant la plupart du temps des arguments de critiques précédentes, tout en adoptant un ton toujours plus inflexible, ces textes faisaient valoir que le constitutionnalisme, en plus d'être incompatible avec le socialisme chinois, était également susceptible d'être un complot occidental (principalement américain) visant à renverser le Parti communiste. Tous trois étaient signés d'un certain Ma Zhongcheng (马钟成), présenté comme chercheur à l'« Institut de la Sécurité et de la Coopération Océaniques », basé à Hainan. Les analystes pensent qu'il est hautement probable qu'il ne s'agisse pas d'une vraie personne mais plutôt d'un diminutif de « loyal au marxisme » (*zhongcheng yu makesi zhuyi* 忠诚于马克思

主义) ⁽²⁸⁾. Les 19 et 20 août, le site internet de la revue du Parti *Recherche de la Vérité* republiait deux articles de *Haijiang Online* (海疆在线), un site internet gauchiste également basé à Hainan. Ces textes, écrits par Gao Xiang (高翔) and Zheng Li (郑里), critiquaient avec force le constitutionnalisme comme un « défi lancé contre l'esprit du XVIII^e Congrès du PCC » et une « conspiration américaine pour infiltrer la Chine » ⁽²⁹⁾. Les deux auteurs sont chargés de recherches dans le même institut que Ma Zhongcheng. Aucun détail sur l'Institut n'était disponible en ligne, mais des sources informées affirment que cette organisation secrète entretient des liens étroits avec l'Armée ⁽³⁰⁾. Plus récemment, à la mi-octobre, *Recherche de la Vérité* (求是) publia un article de fond sous le nom de Qiu Shi (秋石), appelant à « la consolidation du fondement idéologique » au sein du Parti et parmi le peuple (巩固党和人民团结奋斗的共同思想基础), attaquant également les idées de valeurs universelles, de démocratie occidentale et de gouvernement constitutionnel ⁽³¹⁾.

Ces critiques se classent en trois catégories d'arguments. La première consiste à dire qu'avoir une constitution n'implique pas forcément le constitutionnalisme. Ainsi, la Chine possède déjà une constitution solide, et elle a été corrigée et améliorée en fonction des nouvelles situations rencontrées. Comme loi suprême, la Constitution définit la structure politique de base de

19. Yang Xiaoping, « Xianzheng yu renmin minzhu zhidu zhi bijiao yanjiu » (Étude comparative du gouvernement constitutionnel des démocraties occidentales et de la République populaire), *Les manuscrits du drapeau rouge*, vol. 10, 22 mai 2013, www.qsttheory.cn/hqwg/2013/201310/201305/t20130521_232618.htm (consulté le 26 septembre 2013).
20. « "Xianzheng" shi dou quan zhi fouding zhongguo fazhan zhilu » (Le constitutionnalisme est une route qui tourne en rond pour refuser la voie de développement chinoise), *Global Times*, 22 mai 2013, <http://opinion.huanqiu.com/editorial/2013-05/3957200.html> (consulté le 26 septembre 2013).
21. Zheng Zhixue, « Renqing "xianzheng" de benzhi » (Reconnaître la vraie nature du "constitutionnalisme"), *Party Construction*, 29 mai 2013.
22. Wang Tingyou, « dui xianzheng wenti de yixie kanfa » (Quelques pensées sur la question du constitutionnalisme), *Drapeau rouge*, juin 2013.
23. Hu Angang, « Renmin shehui weihe youyu gongmin shehui » (Pourquoi la Société du peuple est supérieure à la société civile), *Renmin Ribao Overseas*, 19 juillet 2013, http://paper.people.com.cn/rmrbwb/html/2013-07/19/content_1270853.htm (consulté le 23 septembre 2013).
24. Wang Shaoguang, « "Gongmin shehui" shi xin ziyouzhu yi bianzao de cuzao shehua » (La "société civile" est un mythe néo-libéral), *Renmin Luntan*, 31 juillet 2013, <http://theory.people.com.cn/BIG5/n/2013/0808/c40531-22488604.html> (consulté le 23 septembre 2013).
25. Wang Xiaoshi, « Zhongguo ruo dongdang, zhihui bi sulian gengcan » (Si la Chine tombe dans le chaos, la situation sera encore pire qu'en Union soviétique), *Xinhuanet*, 1 août 2013, http://news.xinhuanet.com/world/2013-08/01/c_116766533.htm (consulté le 24 septembre 2013).
26. « Shi zhongguo ruo dongdang, zhihui bi sulian gengcan » (Analyse de « Si la Chine tombe dans le chaos, la situation sera encore pire qu'en Union soviétique »), *Global Times*, 5 août 2013, <http://opinion.huanqiu.com/editorial/2013-08/4206935.html> (consulté le 24 septembre 2013).
27. « "Xianzheng" benzhi shang shi yizhong yulunzhan wuqi » (Le « constitutionnalisme » est surtout un arme dans la guerre pour l'opinion publique), *Quotidien du Peuple* (édition internationale), 5 août 2013 ; « Meiguo xianzheng de mingbu fushi » (Le constitutionnalisme américain n'est rien de plus qu'un mot), *Quotidien du Peuple* (édition internationale), 6 août 2013 ; « Zai Zhongguo gao suowei xianzheng zhineng shi yuanmuqiuyi dianfu shehuizhuyi zhengquan » (Appliquer le constitutionnalisme en Chine ne peut être que comme attraper un poisson dans un arbre, subvertir le gouvernement du socialisme), *Quotidien du Peuple* (édition internationale), 7 août 2013.
28. Frank Langfitt, « China's Debate: Must The Party Follow The Constitution? », *NPR*, 18 septembre 2013.
29. Gao Xiang, « Xianzheng chao shidui shibada jingshen de tiaoxin » (La vague du constitutionnalisme est un signe de défiance envers l'esprit du 18^e Congrès), site internet de *Recherche de la Vérité*, 19 août 2013, www.qsttheory.cn/zz/wwtj/201308/t20130819_261266.htm (consulté le 23 septembre 2013) ; Zheng Li, « "Xianzheng" lilun shidui Zhongguo gaige de ganrao he wudao » (La théorie du "constitutionnalisme" égare et bouleverse les réformes chinoises), site internet de *Recherche de la Vérité*, 20 août 2013, www.qsttheory.cn/zz/wwtj/201308/t20130820_261787.htm (consulté le 23 septembre 2013).
30. Qian Gang, « The Uncertain Death of "Constitutionalism" », *China Media Project*, 2 septembre 2013, <http://cmp.hku.hk/2013/09/02/33944/> (consulté le 21 septembre 2013).
31. Qiu Shi, « Gongguo dang he renmin tuanjie fendou de gongtong sixiang jichu » (Consolider le fondement idéologique collectif de l'unité et de la lutte du Parti et du Peuple), *Recherche de la Vérité*, 16 octobre 2013.

l'État, et consacre les droits fondamentaux et les libertés dont jouissent les citoyens. Tous les individus et les institutions, y compris le Parti communiste, doivent gouverner l'État conformément à la Constitution (*yixian zhiguo* 依宪治国) et toutes les autres lois (*yifa zhiguo* 依法治国). Il s'agit toutefois d'autre chose que de mettre en œuvre le constitutionnalisme, qui est un système politique complet, parce qu'il n'y a pas de relation intrinsèque entre constitution et constitutionnalisme. Comme l'explique Yang Xiaoqing, les régimes politiques peuvent avoir une constitution sans le constitutionnalisme, comme à la fin de la dynastie Qing, et certains régimes politiques peuvent respecter le constitutionnalisme sans avoir de constitution, comme le Royaume-Uni⁽³²⁾.

Au contraire, le constitutionnalisme est une doctrine politique (*zhengzhi zhuzhang* 政治主张) produite par les systèmes capitalistes. Fondée sur les bases de l'économie de marché capitaliste et la propriété privée, il met en œuvre la séparation des pouvoirs, la démocratie parlementaire et représentative autant que l'indépendance de la Justice. Bien que ces schémas politiques puissent limiter les pouvoirs de l'État dans des proportions considérables, ils sont vulnérables à l'influence dominante de la classe capitaliste. Encore pire, les politiques dictées par la majorité pourraient amoindrir les droits des minorités. Alors que la Chine est un État socialiste où le système politique et socio-économique est fondamentalement différent des démocraties constitutionnelles occidentales (et supérieur à elles), le constitutionnalisme n'est pas compatible avec la Chine. En conséquence, il n'est pas nécessaire de faire mention du terme « constitutionnalisme », ni même de celui, politiquement correct, de « constitutionnalisme socialiste » (*shehui zhuyi xianzheng* 社会主义宪政), parce que le socialisme chinois a déjà absorbé les éléments non-essentiels du constitutionnalisme, comme les droits de l'homme, l'égalité devant la loi, l'économie de marché, la liberté de la presse, dans ses « caractéristiques chinoises ». Et même si Mao a mentionné le besoin d'un gouvernement constitutionnel avant 1949, il tenait à l'idée de Nouvelle démocratie et distinguait les démocraties capitaliste et socialiste. Lors du triomphe du Parti communiste en 1949, le constitutionnalisme néo-démocratique avait déjà été remplacé par la « dictature démocratique du peuple » (*renmin minzhu zhuanzheng* 人民民主专政).

Selon la seconde catégorie d'arguments, le système politique de la Chine est unique et supérieur aux démocraties occidentales, et donc incompatible avec le constitutionnalisme. Contrairement aux gouvernements constitutionnels occidentaux, la Chine pratique ce qui est connu sous le nom de système démocratique du peuple (*renmin minzhu zhidu* 人民民主制度). Il repose essentiellement sur la propriété publique, mais permet dans une certaine mesure la propriété privée. Par ailleurs, l'État représente « les intérêts fondamentaux du plus grand nombre de personnes ». Il n'existe ni factions, ni autre partis pour partager le pouvoir, ni groupe d'intérêts. Tout pouvoir découle du peuple et est à son tour dévolu au Parti communiste. En conséquence, le pouvoir de l'État est unifié, contrairement à ce qui se passe en cas de séparation des pouvoirs, et est exercé par l'Assemblée populaire, qui est élue par le peuple et unit les pouvoirs législatif et exécutif. Le pouvoir judiciaire n'est pas indépendant. Selon la ligne officielle, le pouvoir judiciaire doit exercer ses fonctions en suivant la loi (*yifa duli xingshi zhiquan* 依法独立行使职权) et doit accepter l'autorité politique, idéologique et organisationnelle du Parti communiste. La légitimité du Parti provient de la Révolution plutôt que des élections. L'armée doit être placée sous la direction du Parti. L'idée de société civile doit laisser la place à la société du peuple, supérieure, qui représente véritablement les intérêts du peuple.

La troisième catégorie d'arguments fait valoir que la campagne en faveur du constitutionnalisme est une conspiration occidentale visant à refuser la

voie de développement empruntée par la Chine et à saper l'autorité du PCC. Elle prétend que le terme « constitutionnalisme » est un piège discursif (*huayu xianjing* 话语陷阱). Quand les gens recevront l'autorisation de l'adopter, la Chine sera dirigée par sa logique sous-jacente et verra son système se transformer totalement. Ma Zhongcheng du *Quotidien du Peuple* l'explique avec concision. Dans son premier essai « Le "constitutionnalisme" est surtout une arme dans la guerre pour l'opinion publique », il prétend que « le constitutionnalisme » – même dans sa forme modérée qu'est le constitutionnalisme socialiste – est un piège mis en place par les États-Unis pour affaiblir la Chine. Selon Ma Zhongcheng, la situation actuelle de la Chine est identique à l'Union soviétique des années 1980 quand Mikhaïl Gorbatchev, Boris Eltsine et leurs juristes soutenaient les idées du socialisme constitutionnel, qui étaient perçues comme les armes de la guerre psychologique et idéologique alimentée par les États-Unis. À la fin, le constitutionnalisme « a aboli le facteur socialiste de la constitution soviétique, a aboli le rôle dirigeant du Parti et a désintégré l'Union soviétique » et a mené à une série de « thérapies de choc » au début des années 1990. À cet égard, le discours de la Chine sur le constitutionnalisme n'était pas différent. Ses partisans recevaient « le financement d'un certain nombre de fondations caritatives américaines qui étaient à leur tour soutenues par les services de renseignement américains ». La Recherche constitutionnelle comparée sur le monde contemporain (*dangdai shijie bijiao xianzheng shi yanjiu* 当代世界比较宪政史研究) est un exemple identifié de financement par la Fondation Ford⁽³³⁾.

L'objection des libéraux – avec l'accord tacite du Parti ?

Alors que le débat avait largement été dominé par les écrits des conservateurs, des théoriciens du Parti, libéraux ou ouverts d'esprit, trouvèrent le créneau pour une contre-attaque – bien que leur vitrine se limite à Internet et aux médias libéraux. Le 23 mai, le site Internet de *Caijing* publia un article titré « Le constitutionnalisme est l'essence des pays qui respectent l'État de droit »⁽³⁴⁾. L'article, mis en ligne par le commentateur politique libéral Zhang Lifan (章立凡) était en fait un ancien texte daté de 2008 de Xu Chongde (许崇德), un célèbre théoricien constitutionnel chinois qui a participé à la rédaction de la constitution de 1982. En juin, le *Lianhe Zaobao* (联合早报) de Singapour réalisa un entretien avec le juriste chinois He Weifang (贺卫方) dans lequel ce dernier pressait Xi Jinping de tenir sa promesse et d'appliquer la Constitution⁽³⁵⁾. Un autre article, intitulé « Refuser le constitutionnalisme, c'est séparer la Chine de son avenir » (拒绝宪政是断绝中国的未来), écrit par le chercheur Feng Chongyi (冯崇义) et l'écrivain Yang Hengjun (杨恒均) faisait valoir que le constitutionnalisme était une affaire de vie ou de mort pour la Chine, et fut largement partagé sur Internet⁽³⁶⁾.

32. Yang Xiaoqing, « Xianzheng yu renmin minzhu zhidu zhi bijiao yanjiu », *art. cit.*

33. « "Xianzheng" benzhi shang shi yizhong yulunzhan wuqi » (Le « constitutionnalisme » est essentiellement une arme dans la guerre pour l'opinion publique), *Quotidien du Peuple* (édition internationale), 5 août 2013.

34. Xu Chongde, « Xianzheng shi fazhi guojia yingyou zhiyi » (Le constitutionnalisme est l'essence des pays qui respectent l'État de droit), *Caijing Online*, 23 mai 2013, http://blog.caijing.com.cn/expert_article-151497-52108.shtml (consulté le 20 septembre 2013).

35. « Duihua He Weifang tan Zhongguo xianzheng zhengyi » (Discussion avec He Weifang au sujet de la controverse constitutionnelle en Chine), *Lianhe Zaobao*, 4 juin 2013, www.zaobao.com.sg/special/zbo/story20130604-212263 (consulté le 21 septembre 2013).

36. Feng Chongyi et Yang Hengjun, « Jujue xianzheng shi duanjue Zhongguo de qiantu » (Refuser le constitutionnalisme, c'est séparer la Chine de son avenir), *Takunpao*, 13 juin 2013, <http://news.takungpao.com/opinion/academic/2013-06/1686275.html> (consulté le 21 septembre 2013).

De manière plus remarquable, Cai Xia (蔡霞), un professeur connu pour son franc-parler et partisan de la réforme au sein de l'École centrale du Parti, publia deux articles de défense du constitutionnalisme. Le premier, paru le 30 mai sous le titre « Promouvoir la démocratie constitutionnelle devrait être la mission principale du PCC » (推进宪政民主应该是中国共产党的执政使命) était destiné à réfuter l'article de Yang Xiaoqing⁽³⁷⁾. Le second, un texte de 30 000 signes qui parut trois semaines plus tard (推进宪政民主关键在党症结也在党), avertissait que si le Parti refusait la réforme politique, il perdrait toute chance de réformer quoi que ce soit⁽³⁸⁾. De nombreux autres articles de soutien au constitutionnalisme apparurent sur Internet, écrits par des auteurs tels que Jiang Ping (江平), Hua Bingxiao (华炳啸), Tong Zhiwei (童之伟), Guo Daohui (郭道晖), Wang Jianxun (王建勋), Wang Zhanyang (王占阳), Zhang Qianfan (张千帆), Rong Jian (荣剑) ou Hu Deping (胡德平). Le *Yanhuang Chunqiu* consacra son numéro de septembre au constitutionnalisme. Même le *Study Times*, la publication officielle de l'École centrale du Parti, publia le 5 août un article pressant le Parti de relancer la réforme politique⁽³⁹⁾.

Il est difficile de prévoir l'évolution future du débat, mais nous pouvons faire jusqu'à présent trois observations. Tout d'abord, le fait que le débat soit né et se soit développé pendant quelque temps laisse penser que des dirigeants du Parti, parmi lesquels peut-être Xi Jinping, l'aient tacitement approuvé. Cela montre que la nouvelle direction a brisé la tradition de « ne pas polémiquer » (*buzhenglun* 不争论) à propos d'idéologie ou de réforme politique qui avait été énoncée par Deng Xiaoping au cours de la décennie post-Tiananmen, et poursuivie par Jiang Zemin et Hu Jintao jusqu'à une période récente. On ignore pourquoi Xi Jinping a décidé de rompre, au moins partiellement, avec cette tradition, mais ses politiques récentes de rectification de la ligne de masse et d'endoctrinement maoïste laissent penser que l'idéologie joue un rôle plus important dans sa politique que sous ses prédécesseurs. Vu sous cet angle, le débat constitutionnel pourrait s'avérer être le prélude à la renaissance d'une orientation idéologique sous le gouvernement de Xi Jinping.

Deuxièmement, alors que les voix des conservateurs ont dominé le débat grâce à ce qui semble être une campagne soigneusement organisée, le fait que les libéraux aient été capables de présenter dignement une ligne de défense – épargnée par la puissante machine de censure – suggère que la direction du Parti est prête à tolérer les opinions libérales jusqu'à un certain point. De plus, les contre-attaques ne viennent *pas encore* du plus haut niveau de la propagande du Parti. Les experts des médias chinois Qian Gang et David Bandurski soulignent tous deux que le plus haut niveau d'attaques contre le constitutionnalisme est venu de l'édition internationale du *Quotidien du Peuple*, qui est un cran en-dessous du porte-parole officiel qu'est le *Quotidien du Peuple*⁽⁴⁰⁾, bien que dans un article ultérieur, Qian fasse référence à l'expression répétée de « lutte de l'opinion publique » (*yulun douzheng* 舆论斗争) et à un éditorial plus récent du *Quotidien du Peuple* qui suggère que les attaques pourraient remonter à un niveau supérieur⁽⁴¹⁾. Le plus récent des articles de *Recherche de la Vérité* confirme la tendance. Cependant, d'un autre côté, la discussion du sujet par le grand public a fait l'objet de restrictions plus dures. Alors que l'offensive contre le constitutionnalisme alimentait les discussions sur Internet, les autorités en charge de la censure ont rapidement bloqué le mot « constitutionnalisme » sur *Weibo*. Cela indique que l'État peut tolérer ces discussions à condition qu'elles restent dans le champ intellectuel sans devenir un débat qui agite le grand public et qui pourrait aboutir à une mobilisation.

Troisièmement, alors qu'on appréhende mal dans quelle mesure la direction du Parti rejette l'idée de constitutionnalisme, certains dirigeants – si

ce n'est tous – ont fait part au cours de l'année écoulée de leur préférence pour un contrôle plus strict des militants et de la société civile. Selon des rumeurs émanant de sources crédibles, le Parti central a transmis un mémo « concernant la situation de la sphère idéologique » (关于当前意识形态领域情况的通报), aussi connu sous le nom de Document n° 9, pour avertir les cadres du Parti contre les sept dangers qui peuvent entraîner la chute du Parti communiste, et dont le premier était la démocratie prétendument occidentale⁽⁴²⁾. Il s'agirait de la ligne directrice derrière les « sujets tabous », l'interdiction de sept sujets à l'école. La récente campagne de répression contre les militants de la société civile et les « célébrités » d'Internet est un nouveau signe que le Parti est résolu à limiter la liberté d'expression. Elle montre qu'après tout, Xi Jinping et ses collègues ne sont pas aussi libéraux que les gens l'imaginaient, ou l'espéraient. Même si des certaines formes de réformes politiques ont lieu, leur ampleur sera limitée, et elles seront largement réduites par la résistance venue de l'intérieur du Parti.

Conclusion : quelle est la signification de ce débat pour les citoyens ordinaires ?

Que les dirigeants du Parti soient prêts ou non à faire des emprunts au constitutionnalisme, et dans quelle mesure ils le feront, aura des conséquences importantes sur la politique chinoise. Adopter un mode de gouvernement plus constitutionnel pourrait conduire à moins d'interférences du Parti dans les affaires de l'État, avec comme conséquences potentielles un État moins fort, un gouvernement plus propre, une justice plus indépendante et plus de libertés civiles – bien que tout cela nécessite une forte volonté politique des dirigeants du Parti pour réfréner les intérêts propres et, plus important, celle d'abandonner son propre pouvoir despotique. Renoncer à un mode de gouvernement plus constitutionnel, d'un autre côté, pourrait engendrer un climat politique plus tendu que le statu quo, car cela suppose des méthodes plus sophistiquées de répression politique et de contrôle social pour retenir des citoyens de plus en plus agités et de mieux en mieux informés. Jusqu'à présent, les dirigeants du Parti n'ont pas émis de signal clair et ferme quant au sort du constitutionnalisme⁽⁴³⁾. Et jusqu'à ce qu'ils aient sauté le pas, le débat sur le constitutionnalisme pourrait demeurer un échange purement intellectuel, sans avoir d'incidence pour les citoyens ordinaires – d'autant plus que la censure d'État les empêche de participer à la discussion. De manière ironique

37. Cai Xia, « Tuijin xianzheng minzhu yinggai shi zhongguo gongchandang de zhizheng shiming » (Promouvoir la démocratie constitutionnelle devrait être la mission principale du PCC), *Caijing Online*, 31 mai 2013, <http://comments.caijing.com.cn/2013-05-31/112850810.html> (consulté le 21 septembre 2013).

38. Cai Xia, « Tuijin xianzheng minzhu guanlian zaidang zhengjie yezai dang » (La clé de la promotion de la démocratie constitutionnelle est dans le PCC, tout comme le problème), *Takungpao*, 21 juin 2013, <http://news.takungpao.com/opinion/highlights/2013-06/1703130.html> (consulté le 21 septembre 2013).

39. « Zhizhengdang yinggai shanyu lingdao zhengzhi tizhi gaige » (Le parti au pouvoir devrait être apte à mener des réformes politiques), *Study Times*, 5 août 2013, http://news.xinhuanet.com/politics/2013-08/05/c_125114363.htm (consulté le 21 septembre 2013).

40. David Bandurski, « China's constitutional debate », *China Media Project*, 14 août 2013, <http://cmp.hku.hk/2013/08/14/33812/> (consulté le 21 septembre 2013). Qian Gang, « The Uncertain Death of "Constitutionalism" », *China Media Project*, 2 septembre 2013, <http://cmp.hku.hk/2013/09/02/33944/> (consulté le 21 septembre 2013).

41. Qian Gang, « Parsing the "public opinion struggle" », *China Media Project*, 24 septembre 2013, <http://cmp.hku.hk/2013/09/24/34085/> (consulté le 25 septembre 2013).

42. Chris Buckley, « China Takes Aims at Western Ideas », *New York Times*, 19 août 2013 ; « Guanyu Dangqian yishi xingtai lingyu qingkuang de tongbao » (À propos de la situation dans la sphère idéologique), *The Mingjing Magazine*, vol. 43, août 2013.

43. Qian Gang, « The Uncertain Death of "Constitutionalism" », *China Media Project*, 2 septembre 2013, <http://cmp.hku.hk/2013/09/02/33944> (consulté le 21 septembre 2013).

et grâce à la censure et à la campagne médiatique concertée pour condamner le constitutionnalisme, les citoyens ordinaires pourraient avoir appris des choses sur cette notion obscure.

En tout état de cause, la perspective d'un gouvernement constitutionnel est bien mince. Comme les événements récents le suggèrent, le Parti communiste continue à jouer un rôle actif dans la vie quotidienne des citoyens chinois, en multipliant les activités de construction de l'esprit de Parti qui vont de pair avec la croissance de la société civile⁽⁴⁴⁾. « Diriger l'État selon la loi » continue à développer des caractéristiques chinoises uniques. La récente campagne anti-corruption indique que même si les dirigeants du Parti se sont engagés dans la lutte contre la corruption sans tenir compte des humbles « mouches » ou des « tigres » de haut-vol, le choix des fonctionnaires comme cible montre que la politique anti-corruption est conduite par l'idéologie et une campagne pour la justice – plutôt que par le renforcement des institutions et l'adoption de l'État de droit. De l'autre côté, alors que la transparence inattendue qui a entouré le procès de Bo Xilai a plu à

certains parmi les libéraux, le contrôle méticuleux des autorités sur ce qui allait être diffusé et ce qui serait censuré dans le procès laisse entrevoir un nouveau modèle qui utilise une transparence sélective et strictement contrôlée par le Parti pour gérer des citoyens de plus en plus investigateurs.

Il reste à surveiller de près jusqu'où le respect des idéaux du constitutionnalisme sera mené en Chine. Dès que Xi Jinping aura consolidé son pouvoir, le cas échéant, la réponse deviendra plus claire.

■ Traduit par Florent Chevallier.

■ Samson Yuen est doctorant en science politique à l'Université d'Oxford et assistant de recherche au CEFC (samson.yuen@sant.ox.ac.uk).

Cette synthèse de presse est compilée à partir d'une sélection des revues de presse bimensuelles du CEFC, disponibles sur www.cefc.com.hk.

44. Patricia M. Thornton, « The New life of the Party: Party-Building and Social Engineering in Greater Shanghai », *China Journal*, n° 68, 2012, p. 58-78 ; Patricia M. Thornton, « The Advance of the Party: Transformation or Takeover of Urban Grassroots Society? », *The China Quarterly*, n° 213, 2013, p. 1-18.